

N. 99 — 1782 (99 — 1471)

[C - 99/35688]

2 MAART 1999. — Ministerieel besluit houdende bekendmaking van de beslissing van de Vlaamse regering houdende de opmaak van de afbakeningsplannen in toepassing van het decreet betreffende het natuurbehoud en het natuurlijk milieu van 21 oktober 1997. — Erratum

Belgisch Staatsblad van 26 mei 1999, blz. 18590.

De datum vóór het opschrift van het ministerieel besluit moet luiden zoals hierboven en niet 22 maart 1999.

—
TRADUCTION

F. 99 — 1782 (99 — 1471)

[C - 99/35688]

2 MARS 1999. — Arrêté ministériel portant publication de la décision du Gouvernement flamand relative à l'établissement des plans de délimitation en application du décret du 21 octobre 1997 concernant la conservation de la nature et le milieu naturel. — Erratum

Moniteur belge du 26 mai 1999, texte néerlandais, page 18590.

La date de l'intitulé néerlandais de l'arrêté ministériel doit se lire comme « 2 maart 1999 » au lieu de « 22 maart 1999 ».

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 1783

[C - 99/27463]

1^{er} AVRIL 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif aux services d'aide aux activités de la vie journalière

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 visant à encourager les projets de cellule AVJ en faveur des personnes handicapées souhaitant vivre de manière autonome dans des cités sociales;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes handicapées, donné le 21 décembre 1998;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 25 juin 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 mars 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 2, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant l'évolution du nombre de services d'aide à la vie journalière et la nécessité de fixer sans délai des normes et des critères en matière de subventionnement et de contrôle de ces services;

Considérant qu'il convient, en exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées et de ses arrêtés d'exécution, de remplacer et de compléter les dispositifs et procédures tant en matière d'agrément que de subventionnement des services d'aide à la vie journalière;

Considérant qu'il y a lieu que ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1999;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

TITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il convient d'entendre par :

1° décret : le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

2° arrêté : l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

3° Agence : l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

4° Ministre : le Ministre ayant la politique des personnes handicapées dans ses attributions;

5° bénéficiaire : toute personne handicapée au sens de l'article 2 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées âgée de 18 ans au moins au moment de la conclusion de la convention de service, visée au 10° du présent article et pour laquelle la décision d'intervention de l'Agence visée à l'article 21 dudit décret conclut à la nécessité d'une aide aux activités de la vie journalière en raison d'un handicap physique constaté avant l'âge de 65 ans;

6° aide aux activités de la vie journalière : l'aide permettant que les activités de la vie journalière soient accomplies dans un délai raisonnable pour que le bénéficiaire puisse mener une vie autonome.

Elle consiste en une assistance partielle ou totale dont la durée hebdomadaire des prestations doit être comprise entre 7 heures minimum et 30 heures maximum dans une échelle des aides aux actes de la vie journalière.

Cette échelle, déterminée par l'Agence, complétée et signée par la personne handicapée.

Cette échelle est un élément essentiel de l'instruction par le Bureau régional de la demande de la personne handicapée.

L'aide ne peut consister en une intervention psycho-sociale, médicale ou thérapeutique.

Sauf circonstances exceptionnelles, l'aide est rendue par un seul assistant AVJ.

7° service AVJ : service fonctionnant 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 qui, à partir d'un centre AVJ, fournit, uniquement à la demande du bénéficiaire, à son domicile ou à sa résidence, l'aide nécessaire pour pallier son incapacité fonctionnelle à accomplir les actes de la vie journalière;

8° centre AVJ : le local central du service AVJ où la demande d'aide est adressée qui constitue le point de départ et de coordination de l'aide aux activités de la vie journalière;

9° logement AVJ : le logement adapté et équipé pour faciliter l'intervention des services AVJ et permettre son occupation de manière autonome par des personnes handicapées; le logement est intégré dans un quartier d'habitation et situé à une distance de moins de 500 mètres du centre AVJ;

10° convention de services : la convention de services figurant à l'annexe 1 du présent arrêté.

TITRE II. — Programmation

Art. 3. La programmation du nombre de logements AVJ est fixée à une place de logement AVJ par tranche de 15.000 habitants de la région de langue française.

TITRE III. — De l'agrément des services AVJ

CHAPITRE I^{er}. — L'accord de principe à la création

Art. 4. § 1^{er}. La demande d'accord de principe à la création d'un service AVJ doit être adressée à l'Agence sous pli recommandé à la poste.

Elle est accompagnée des documents et renseignements justifiant des conditions visées au paragraphe 2 du présent article.

Le demandeur transmet, en outre, les précisions utiles quant aux objectifs de service et à la nature des prestations fournies par celui-ci avec une description globale des bénéficiaires potentiels.

§ 2. Le service doit satisfaire aux conditions suivantes :

1) être créé sous la forme d'une association sans but lucratif dont :

- le conseil d'administration est constitué, au moins pour moitié, de personnes handicapées et parmi celles-ci, d'un maximum de 30 % de bénéficiaires;

- les statuts parus au *Moniteur belge* comportent un article stipulant que l'association agit en dehors de toute considération raciale, politique, philosophique ou religieuse;

- l'objet social doit être conforme à l'article 2, 7°, du présent arrêté;

2) fournir la preuve que le service répond à un besoin réel au moyen d'une liste de candidatures de personnes handicapées avec mention de leur sexe et de leur âge;

3) avoir des perspectives réelles de devenir un service AVJ desservant au minimum douze et au maximum quinze personnes handicapées.

Art. 5. L'Agence notifie par pli recommandé à la poste la décision de l'accord de principe à la création.

Art. 6. L'accord de principe à la création ne peut en aucun cas déboucher sur une prise en charge des bénéficiaires.

Il ne peut donner lieu à aucun subventionnement de la part de l'Agence.

Art. 7. § 1^{er}. L'Agence peut décider la suspension ou le retrait de l'accord de principe à la création lorsqu'une des conditions visée à l'article 4, § 2, du présent arrêté n'est plus respectée.

L'Agence notifie par pli recommandé à la poste la décision de suspension ou de retrait de l'accord de principe à la création.

La décision produit ses effets le 1^{er} jour du mois suivant celui de sa notification.

Art. 8. La procédure de recours visée aux articles 59 à 62 de l'arrêté est d'application.

CHAPITRE II. — L'agrément

Art. 9. § 1^{er}. La demande d'agrément est adressée à l'Agence sous pli recommandé à la poste.

Elle est accompagnée des documents et renseignements suivants :

1° un règlement d'ordre intérieur précisant notamment :

a) l'identification exacte (dénomination, siège, nature, forme juridique) de la personne morale chargée de la gestion du service;

b) le projet du service et l'ensemble des services offerts par celui-ci avec une description globale des bénéficiaires potentiels.

Le projet du service et les prestations fournies par celui-ci doivent être évalués et mis à jour en concertation avec les bénéficiaires et les assistants AVJ du service AVJ.

Le projet, son évaluation ainsi que les mises à jour doivent être remis à tous les bénéficiaires et aux membres du service AVJ. Ils doivent être actualisés à chaque demande de renouvellement de l'agrément;

c) que l'aide sollicitée ne peut être refusée sur base de considérations raciales, politiques, philosophiques, religieuses ou sexuelles;

d) les modalités de participation des personnes handicapées à la gestion du service AVJ;

e) les risques couverts par la police d'assurance couvrant la responsabilité civile du service AVJ ou des personnes dont il doit répondre;

f) l'observation stricte par les membres du personnel du secret professionnel, de l'intimité des bénéficiaires et du caractère privé des logements AVJ;

g) le droit du bénéficiaire ou, le cas échéant, du représentant légal d'être informé de façon complète, exacte et en temps utile sur toutes les questions ayant trait à son assistance, et, au préalable, de toute modification du règlement d'ordre intérieur;

2° une copie des statuts parus au *Moniteur belge* dont un article stipule que l'association agit en dehors de toute considération raciale, politique, philosophique ou religieuse, et dont l'objet social doit être conforme à l'article 2, 5°, alinéa 1^{er}, du présent arrêté;

3° un plan de localisation des logements AVJ et du centre AVJ indiquant notamment pour ses différents niveaux les voies de communication internes et la destination des locaux;

4° une liste du personnel engagé ou envisagé mentionnant notamment l'identité des membres, leur qualification et leur durée du temps de travail.

§ 2. Outre les conditions d'agrément prévues à l'article 54, § 1^{er}, de l'arrêté, le service doit répondre aux conditions suivantes :

1° le service AVJ doit être géré par une association sans but lucratif et posséder une autonomie technique, budgétaire, comptable ainsi qu'une gestion administrative de nature à permettre tant l'exécution de leur mission que le contrôle de celle-ci par l'Agence;

2° le conseil d'administration :

a) doit être constitué au moins pour moitié de personnes handicapées, et parmi celles-ci d'un maximum de 30 % de bénéficiaires;

b) ne peut comporter des membres du personnel du service AVJ;

c) ne peut comporter des personnes appartenant à la même famille, conjoints et parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, en nombre supérieur, pour chaque famille, au tiers du nombre total des membres composant le conseil;

3° la mention de l'agrément par l'Agence doit figurer sur tous les actes et autres documents, publicités et affichage émanant du service AVJ;

4° en aucun cas, l'admission dans le service ne peut être conditionnée par une contrepartie en espèce ou en nature des candidats à l'admission.

Art. 10. La demande de renouvellement de l'agrément est introduite et adressée conformément à l'article 57 de l'arrêté.

La demande est accompagnée des documents et renseignements visés à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, du présent arrêté, ainsi que d'un rapport d'évaluation des activités réalisées au cours de la dernière période d'agrément.

Art. 11. § 1^{er}. Les dispositions prévues aux articles 54, § 2, à 56 de l'arrêté sont d'application.

§ 2. La décision d'agrément mentionne :

1. le type de service pour lequel la structure est agréé;

2. le type de handicap dont sont atteintes les personnes bénéficiaires des prestations du service AVJ;

3. le nombre de logements du service AVJ qui ne peut être inférieur à 12 logements et supérieur à 15 logements;

4. le nombre maximum de bénéficiaires pouvant être pris en charge pour l'établissement de la subvention visée à l'article 15 du présent arrêté;

5. la localisation des logements des bénéficiaires du service AVJ;

6. la durée de l'agrément.

Art. 12. § 1^{er}. L'Agence peut décider la suspension ou le retrait de l'agrément du service AVJ lorsqu'une des conditions d'agrément visée à l'article 9 du présent arrêté n'est plus respectée.

§ 2. L'Agence notifie par pli recommandé à la poste la décision visée au § 1^{er} du présent article.

La décision produit ses effets le 1^{er} jour du deuxième mois suivant celui de sa notification.

Art. 13. La procédure de recours visée aux articles 59 à 62 de l'arrêté est d'application.

TITRE IV. — Des subventions

CHAPITRE I^{er} — Equipe d'encadrement et qualification

Art. 14. L'ensemble du personnel AVJ se compose comme suit :

1) 0,8 assistant AVJ aux actes de la vie journalière, équivalent temps plein, par bénéficiaire, arrondi à l'unité supérieure.

Lorsque le nombre moyen de conventions de service AVJ diminue, sur une période déterminée, de plus d'une unité par rapport au nombre moyen de conventions conclues au cours de l'année précédente, il est déduit le coefficient de 0,8 assistant AVJ par unité manquante.

Les assistants AVJ sont porteurs au minimum d'un titre permettant l'accès à l'emploi d'éducateur de classe 3 visé à l'annexe II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial;

2) un coordonateur engagé à temps plein qui assure la direction du service AVJ.

Il doit être au moins porteur d'un diplôme à orientation sociale de l'enseignement supérieur non universitaire de type court ou long, ou de l'enseignement universitaire.

CHAPITRE II. — *Subventionnement*

Art. 15. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, une subvention forfaitaire annuelle destinée à couvrir les charges de personnel et de fonctionnement peut être octroyée.

Cette subvention est destinée à couvrir les charges de fonctionnement et les charges de personnel relatives au coordonnateur et aux assistants AVJ.

§ 2. Les charges de fonctionnement sont réputées admissibles si elles respectent les principes suivants :

- a) elles doivent être relatives aux frais pour lesquels le service AVJ a été subventionné en fonction du présent arrêté;
- b) elles doivent être relatives à la période d'agrément du service AVJ;
- c) elles doivent résulter d'échanges entre tiers et de réalités économiques tangibles;
- d) elles ne peuvent être relatives à des forfaits, hormis lorsque ceux-ci sont justifiés par une convention qui détaille les conditions dans lesquelles les prestations professionnelles sont fournies et rémunérées;
- e) elles doivent résulter le cas échéant d'une imputation réalisée à partir d'une clé de répartition répondant à des critères objectifs, réalistes et concrets.

Les charges sont réputées non admissibles si elles correspondent à une des catégories figurant dans l'annexe III, points 2.1 et 2.3 à 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Le montant de la subvention est fixé à 80.000 francs par bénéficiaire pris effectivement en charge et limité au nombre maximum de bénéficiaires fixé dans la décision d'agrément.

Le montant visé à l'alinéa précédent est lié à l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la Fonction publique 119.51 en date du 1^{er} mai 1996.

§ 3. Les charges de personnel admissibles concernant le coordonnateur et les assistants AVJ sont les rémunérations et charges complémentaires établies conformément aux barèmes prévus à l'annexe 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées compte tenu des qualifications requises à savoir :

- a) le barème de coordonnateur est fixé à l'échelle n° 16;
- b) le barème d'assistant AVJ est fixé à l'échelle n° 6.

L'intervention de l'Agence est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé à 58,15 %.

Lorsqu'il s'agit d'un travailleur engagé dans le cadre d'un programme de résorption du chômage pour lequel le service AVJ perçoit éventuellement une subvention autre que celles prévues par le présent arrêté, le subventionnement couvre uniquement la quote-part restant à charge de l'employeur.

Le pouvoir organisateur du service AVJ est tenu de communiquer à l'Agence le montant des subventions perçues dans le cadre de ces programmes.

§ 4. Sous peine d'irrecevabilité, la demande de subvention doit être introduite auprès de l'Agence sous pli commandé à la poste, et au plus tard le 15 janvier de l'année pour laquelle la subvention est sollicitée.

Toutefois, si le service AVJ n'est pas agréé avant le 1^{er} janvier de l'année pour laquelle la subvention est sollicitée, le délai d'introduction de la demande de subvention de trente jours prenant cours à la date de notification de l'agrément.

La demande de subvention est accompagnée des documents et renseignements suivants :

- 1) un budget prévisionnel;
- 2) une liste du personnel, ventilée par fonction et par catégorie, reprenant pour chaque membre du personnel la durée hebdomadaire du travail envisagée et l'ancienneté pécuniaire, cette liste mentionne l'identité du responsable du service et des membres du personnel;
- 3) une copie certifiée conforme des diplômes des membres du personnel, les certificats de bonnes vie et murs vierges datant de moins de trois mois ainsi qu'une copie des contrats de travail;
- 4) une copie de chaque convention de services conclue.

Art. 16. A leur demande, un supplément de subvention est octroyé aux services dont l'ancienneté pécuniaire moyenne pour l'ensemble du personnel est au terme de l'année d'attribution, supérieure à 10 ans.

L'ancienneté à prendre en considération pour chaque membre du personnel, est l'ancienneté pécuniaire obtenue en cours d'année, pondérée par le volume des prestations rémunérées.

Afin de déterminer l'ancienneté pécuniaire moyenne, le total des anciennetés pondérées, est divisé par le volume global des prestations rémunérées du personnel.

Le supplément, lorsqu'il est accordé une première fois, est liquidé automatiquement pour l'année suivante.

Au terme de celle-ci, l'Agence procède à la vérification de l'ancienneté moyenne du personnel.

Si cette ancienneté est inférieure à 11 ans, le supplément qui avait été octroyé est récupéré.

Si cette ancienneté est supérieure ou égale à 11 ans, le supplément octroyé est ajusté en fonction, d'une part, des paramètres de subventionnement en vigueur dans l'exercice écoulé et, d'autre part, d'une modification d'ancienneté pécuniaire qui serait constatée.

Le supplément est accordé à concurrence de la différence entre le montant attribué initial et le montant obtenu par la multiplication de l'occupation moyenne de référence par les subventions par prise en charge.

L'ancienneté pécuniaire est établie selon les dispositions de l'annexe VI - frais de personnel admissibles - de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Art. 17. § 1^{er}. La subvention forfaitaire relative aux frais de personnel et de fonctionnement est liquidée anticipativement durant l'exercice d'attribution par avances trimestrielles.

Les avances sont automatiquement ajustées le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la Fonction publique.

§ 2. Le décompte final du solde entre la subvention annuelle et les avances liquidées est effectué chaque année sur base des pièces justificatives et des états de prestation rémunérée du personnel introduits annuellement auprès de l'Agence.

Le défaut de production de ceux-ci, au plus tard le 30 mai qui suit l'année civile écoulée, entraîne la suspension des avances trimestrielles; cette suspension prend cours le 1^{er} jour du mois qui suit celui au cours duquel elle a été notifiée.

Art. 18. L'Agence peut consentir à liquider des avances trimestrielles lorsque la subvention pour l'exercice d'attribution n'est pas déterminée.

Les avances trimestrielles sont à valoir sur la subvention forfaitaire qui sera allouée dans l'exercice d'attribution. Le montant de chaque avance trimestrielle ne peut être supérieur au montant de l'avance trimestrielle moyenne qui a été liquidée au cours de l'exercice écoulé.

Lorsque aucune subvention n'a été liquidée au cours de l'exercice écoulé, le montant de l'avance trimestrielles est égale au quart de la subvention à 100 % qui aurait été accordée conformément à l'article 15 du présent arrêté en prenant en compte le nombre de conventions de services conclues au moment de l'octroi de l'agrément.

Art. 19. § 1^{er}. Les services AVJ tiennent une comptabilité conforme à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ainsi qu'à ses arrêtés d'exécution.

§ 2. Chaque année, avant le 15 février, le service AVJ transmet à l'Agence les documents suivants se rapportant à l'année civile écoulée :

1. un rapport des activités;
2. un rapport attestant du nombre moyen mensuel de conventions de services conclues;
3. la liste du personnel qu'il a occupé et rémunéré durant l'année civile écoulée, ventilée par fonction et catégorie, reprenant pour chaque membre du personnel la durée hebdomadaire du temps de travail, le total des heures rémunérées sur l'exercice ainsi que l'ancienneté pécuniaire.

§ 3. Chaque année, avant le 1^{er} juin, le service AVJ transmet à l'Agence les documents suivants se rapportant à l'année civile écoulée :

1. les comptes annuels;
2. les pièces justificatives originales certifiées conformes pour un montant au moins égal à celui de la subvention annuelle allouée.

§ 4. L'Agence est tenue de conserver les documents originaux pendant une période au moins égale à celle durant laquelle les administrations fiscale et sociale sont susceptibles légalement de les réclamer pour vérification.

L'Agence est tenue de restituer tout document dont objet au point 2 du § 3 du présent article, dès demande expresse formulée par l'ASBL du service AVJ, adressée par pli recommandé. Le document sera transmis au demandeur par pli recommandé avec accusé de réception.

Art. 20. § 1^{er}. L'Agence procède, après notification, à la rectification et à la récupération d'office des subventions allouées en vertu du présent arrêté sur base de déclarations inexactes ou dont l'utilisation s'avère non justifiée.

La rectification ou la récupération prend cours le 1^{er} jour du mois qui suit celui au cours duquel elle a été notifiée et peut faire l'objet d'un plan d'apurement négocié.

§ 2. Sans préjudice des dispositions visées aux articles 27 et 57 du décret, le service AVJ fournit à l'Agence tous documents justificatifs requis pour l'exercice de son contrôle.

Le service AVJ transmet à l'Agence une copie de tout contrat de travail et de toute convention de services dès leur conclusion ou leur résiliation.

TITRE V. — Plainte

Art. 21. Toute personne peut déposer une plainte relative à l'inobservation d'une disposition du présent arrêté ou de la convention de services.

La plainte est adressée auprès de l'Agence qui en accuse immédiatement réception.

L'Agence en informe sans délai le président du conseil d'administration de l'A.S.B.L.

Elle procède à l'instruction de la plainte dans un délai maximum de six mois à dater de sa réception; elle effectue une visite de contrôle du service.

L'Agence informe le plaignant et le président du conseil d'administration de l'A.S.B.L. de la suite réservée à la plainte

TITRE VI. — Dispositions transitoires, abrogatoires et finales

Art. 22. La personne handicapée prise en charge par le service AVJ avant la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté et dont l'inscription au sein du service AVJ est antérieure au 1^{er} décembre 1996, est dispensée du respect de la condition visée à l'article 2, 5^o, du présent arrêté.

Art. 23. Dans le cadre de l'application de l'article 9 du présent arrêté, les bâtiments, locaux et logements des services AVJ dont le premier agrément est postérieur à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté doivent satisfaire aux normes techniques des cellules AVJ fixées aux articles 3 à 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 visant à encourager les projets de cellules AVJ en faveur des personnes handicapées souhaitant vivre de manière autonome dans des cités sociales.

Art. 24. Par dérogation à l'article 14 du présent arrêté, le personnel en fonction dans un service AVJ déjà agréé à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, a qualité de coordonnateur ou d'assistant AVJ quel que soit le diplôme dont il est détenteur à condition d'avoir une expérience utile de 2 ans au minimum ou suivi une formation en rapport avec la fonction exercée.

Par dérogation à l'article 15, § 3, pour les personnes engagées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté dont les qualifications sont supérieures aux qualifications requises, le barème utilisé pour calculer la subvention est le barème qui correspond à la qualification réelle de ces personnes.

Art. 25. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 septembre 1991 réglant l'agrément et la subsidiation des services d'aide aux activités de la vie journalière est abrogé.

Art. 26. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1999.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'article 19, alinéa 1^{er}, entre en vigueur le 1^{er} janvier de l'année civile qui suit celle de l'entrée en vigueur visée au premier alinéa du présent article.

Art. 27. Le Ministre de l'Action sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

Annexe

CONVENTION DE SERVICES AVJ

Entre l'A.S.B.L.

établie à :

représentée par :

et

né(e) le

domicilié(e) à

ci-après dénommé(e) A le « bénéficiaire »

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} — Objet — généralités

§ 1^{er}. L'association sans but lucratif s'engage, conformément à ses statuts, à assurer à des personnes handicapées physiques une permanence d'aide dans les activités de la vie journalière en vue de permettre de vivre de manière autonome dans un logement privatif adapté sur le site de :

§ 2. Cette aide, essentiellement axée sur le handicap physique, doit :

a) Pallier les insuffisances physiques du bénéficiaire dans la vie de tous les jours;

b) Etre individuelle et adaptée en fonction du handicap;

c) Etre assurée 24 heures sur 24, 7 jours sur 7;

d) Etre rendue uniquement à la demande du bénéficiaire qui détermine lui-même le moment et l'importance de l'aide AVJ dont il a besoin. A cette fin, un système d'appel individuel et adéquat est mis à la disposition du bénéficiaire pour lui permettre de solliciter cette aide.

Ce système d'appel doit permettre d'établir une liaison à tout moment.

e) Etre dispensée dans le logement privée de la personne handicapée ou dans le quartier d'habitations. Le service ne peut apporter son aide qu'aux personnes handicapées dont le logement se situe à une distance maximale de cinq cent mètres du centre de coordination du service.

f) Pouvoir être rendue par un seul assistant AVJ sauf circonstances exceptionnelles.

Article 2 — Durée

§ 1^{er}. La présente convention est conclue pour une période indéterminée prenant effet le et moyennant une période d'essai de 2 mois.

Pendant cette période d'essai, le service et/ou le bénéficiaire peuvent résilier la présente convention moyennant préavis de 7 jours à envoyer par pli recommandé.

§ 2. La présente convention peut être dénoncée unilatéralement moyennant préavis à envoyer par pli recommandé :

- par le bénéficiaire, moyennant préavis de 3 mois, dont copie conforme envoyée au Bureau régional de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

- par le conseil d'administration sur base d'un rapport établi par le responsable et porté à la connaissance du bénéficiaire, avec préavis de 6 mois dans les cas suivants :

- si l'aide AVJ demandée dépasse, en dehors de situations aiguës, les 30 heures par semaine;

- lorsque le bénéficiaire n'est plus en mesure aux yeux du coordinateur de donner les indications indispensables au bon déroulement des services AVJ, ou d'en assumer la responsabilité;

- lorsque l'aide AVJ est inférieure à 7 heures par semaine durant une période de trois mois consécutifs;

- en cas d'abus ou de comportements irrespectueux répétitifs envers le personnel AVJ mettant en cause l'organisation des services AVJ et son bon fonctionnement;

- pour non-paiement de la cotisation forfaitaire.

Article 3 — Prix

§ 1^{er}. L'assistance AVJ ne peut donner lieu à aucune demande d'indemnité de la part du service AVJ. Une cotisation forfaitaire maximale de 1.000 francs par mois est perçue.

Elle est rattachée à l'indice pivot servant de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique 119.51 en date du 1^{er} mai 1996.

Elle est automatiquement ajustée le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot.

§ 2. L'ASBL facture chaque mois le montant de la cotisation forfaitaire.

Article 4 — Prestations

§ 1^{er}. La demande d'aide AVJ est adressée au service AVJ et non pas un membre particulier de ce service.

§ 2. Il ne peut être proposé au bénéficiaire d'obligations de choix à caractère commercial ou culturel.

§ 3. Le personnel ne peut pas disposer d'office d'une clé du logement du bénéficiaire.

Toutefois, s'il le souhaite, celui-ci pourra déposer un double de ses clés au service AVJ, pour les cas d'urgence, ou de danger imminent. Dans ce cas, une décharge de responsabilité sera expressément conclue de commun accord.

Toute autre remise de clés par le bénéficiaire au personnel AVJ se fera sous l'entière responsabilité du bénéficiaire.

L'assistant(e) AVJ ne peut pénétrer dans le logement du bénéficiaire qu'à la demande expresse de celui-ci ou en cas de danger imminent.

Article 5 — Modalités de l'exécution des obligations à charge de l'ASBL

Le bénéficiaire et le personnel AVJ décideront de commun accord de l'utilisation des aides techniques indispensables au meilleur fonctionnement des tâches assurées par le service.

Le personnel pourra imposer au bénéficiaire l'usage d'un pèse-personne si cela s'avère nécessaire et réalisable.

En aucune façon, tant le bénéficiaire que l'assistant AVJ ne peuvent ni porter atteinte ni mettre en danger l'intégrité physique de l'autre pendant les prestations.

Le service AVJ remet à chaque bénéficiaire lors de son inscription une copie du règlement d'ordre intérieur ainsi que des textes réglementaires applicables.

Le service assure en permanence une direction effective.

A défaut de la présence du coordinateur, un membre de personnel qualifié à cet effet doit être en mesure de prendre les dispositions utiles en cas d'urgence et répondre aux demandes tant qu'extérieures qu'intérieures.

Article 6 — Obligations du bénéficiaire

Tout le matériel mis à disposition du bénéficiaire par le service AVJ

..... reste la propriété de l'ASBL.

Le bénéficiaire gèrera ce matériel en bon père de famille et signera à cet effet une convention de prêt de matériel prévue à cet effet.

La présente convention remplace et abroge la convention de services AVJ du

..... entre l'ASBL et le

bénéficiaire

La présente convention entre en vigueur le

Fait à en 3 exemplaires, un pour le service AVJ, un pour le bénéficiaire et un pour l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées.

Pour l'ASBL,

Le bénéficiaire,

Vu pour être annexé à l'arrêté du 1^{er} avril 1999 relatif aux services d'aide aux activités de la vie journalière.

Namur, le 1^{er} avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 1783

[C - 99/27463]

**1 APRIL 1999. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de hulpdiensten
i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 april 1999 tot bevordering van de projecten van « AVJ »-cellen ten gunste van gehandicapte personen die op een zelfstandige manier in sociale woonwijken wensen te leven;

Gelet op het advies van de Waalse Adviesraad voor gehandicapte personen, gegeven op 21 december 1998;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées » (Waal's Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 25 juni 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 maart 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 2, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de evolutie van het aantal hulpdiensten i.v.m. het dagelijks leven en de noodzaak om normen en criteria zo spoedig mogelijk te bepalen inzake de subsidiëring en de controle op deze diensten;

Overwegende dat de stelsels en procedures zowel inzake de erkenning als de subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. het dagelijks leven vervangen en aangevuld moeten worden op grond van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen en de uitvoeringsbesluiten ervan;

Overwegende dat deze bepalingen op 1 januari 1999 in werking moeten treden;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

2° besluit : het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

3° Agentschap : het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées »;

4° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheden het gehandicaptenbeleid behoort;

5° begunstigde : elke gehandicapte persoon in de zin van artikel 2 van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, die minstens 18 jaar oud is op het ogenblik van de sluiting van de dienstenovereenkomst, bedoeld op punt 10° van dit artikel, en die op grond van een beslissing van het Agentschap bedoeld in artikel 21 van het decreet in aanmerking komt voor hulpverlening in het kader van de activiteiten van het dagelijks leven wegens een lichamelijke handicap die vóór de leeftijd van 65 jaar is vastgesteld;

6° hulp i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven : de hulp waarmee de activiteiten van het dagelijks leven binnen een redelijke termijn verricht kunnen worden zodat de begunstigde een zelfstandig leven kan leiden;

Ze bestaat in een gedeeltelijke of totale hulpverlening waarvan de wekelijkse duur schommelt tussen minimum 7 en maximum 30 uren op een schaal van de hulpverleningen i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven.

Deze schaal, die door het Agentschap bepaald is, wordt door de gehandicapte persoon aangevuld en ondertekend.

Ze is een wezenlijk bestanddeel van de behandeling door het Gewestelijk bureau van de aanvraag van de gehandicapte persoon.

De hulpverlening wordt niet gelijkgesteld met een psychosociale, medische of therapeutische tussenkomst.

Behoudens buitengewone omstandigheden wordt de hulp door een enige « AVJ »-assistent verleend.

7° « AVJ »-dienst : de dienst die 24 uren op 24 en 7 dagen op 7 werkt en de begunstigde, uitsluitend op zijn verzoek, vanaf een « AVJ »-centrum thuis komt bijstaan in het kader van de activiteiten van het dagelijks leven;

8° « AVJ »-centrum : het hoofdlokaal van de « AVJ »-dienst waar de hulpverlening moet worden aangevraagd en dat als vertrekpunt en coördinatieplaats dient voor hulpverlening in het kader van de activiteiten van het dagelijks leven;

9° « AVJ »-woning : de woning die aangepast en uitgerust is om de taak van de « AVJ »-diensten te verlichten en de gehandicapte personen in staat te stellen op een zelfstandige manier erin te leven; de woning wordt in een woonwijk geïntegreerd en is gelegen op maximum 500 meter van het « AVJ »-centrum;

10° dienstenovereenkomst : de dienstenovereenkomst bedoeld in bijlage 1 bij dit besluit.

TITEL II. — Programmering

Art. 3. De programmering van het aantal « AVJ »-woningen wordt vastgesteld op één plaats « AVJ »-woning per gedeelte van 15.000 inwoners van het Franse taalgebied.

TITEL III. — Erkenning van de « AVJ »-diensten

HOOFDSTUK I. — Principieel akkoord voor de oprichting

Art. 4. § 1. De aanvraag om principieel akkoord voor de oprichting van een « AVJ »-dienst moet bij ter post aangetekend schrijven aan het Agentschap gestuurd worden.

Ze gaat vergezeld van de documenten en inlichtingen die bewijzen dat de in § 2 van dit artikel bedoelde voorwaarden vervuld zijn.

Bovendien verstrekt de aanvrager de nadere gegevens die nuttig zijn i.v.m. de doelstellingen van de dienst en de aard van de door hem verrichte dienstverleningen met een globale beschrijving van de mogelijke begunstigten.

§ 2. De dienst moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

1) opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk waarvan :

- de raad van bestuur ten minste voor de helft uit gehandicapte personen bestaat en onder dezen, maximum 30% begunstigten;

- de in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte statuten een artikel bevatten waarin staat vermeld dat de vereniging buiten elke raciale, politieke, filosofische of godsdienstige overweging handelt;

- het maatschappelijke doel moet overeenkomen met artikel 2, 7° van dit besluit;

2) het bewijs leveren dat de dienst aan een werkelijke behoefte beantwoordt aan de hand van een lijst met de kandidaturen van gehandicapte personen met vermelding van hun geslacht en leeftijd;

3) werkelijke toekomstmogelijkheden hebben om een « AVJ »-dienst te worden die voor minimum twaalf en maximum vijftien gehandicapte personen zorgt.

Art. 5. Bij ter post aangetekend schrijven geeft het Agentschap kennis van de beslissing i.v.m. het principieel akkoord voor de oprichting.

Art. 6. Het principieel akkoord voor de oprichting mag in geen geval op een tenlasteneming van de begunstigten uitlopen.

Het kan geen aanleiding geven tot een subsidiëring door het Agentschap.

Art. 7. § 1. Het Agentschap kan het principiële akkoord voor de oprichting schorsen of intrekken wanneer één van de in artikel 4, § 2, van dit besluit bedoelde voorwaarden niet meer vervuld is.

Bij ter post aangetekend schrijven geeft het Agentschap kennis van de beslissing i.v.m. de schorsing of de intrekking van het principiële akkoord voor de oprichting.

De beslissing heeft uitwerking met ingang van de eerste dag van de maand volgend op die van de kennisgeving ervan.

Art. 8. De in de artikelen 59 à 62 van het besluit bedoelde beroepsprocedure is van toepassing.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning*

Art. 9. § 1. Het Agentschap wordt bij ter post aangetekend schrijven in kennis gesteld van de aanvraag om erkenning.

Ze gaat vergezeld van de volgende documenten en inlichtingen :

1° een huishoudelijk reglement met vermelding, o.a., van :

a) de nauwkeurige identificatie (naam, zetel, aard, rechtsvorm) van de rechtspersoon die verantwoordelijk is voor het beheer van de dienst;

b) de doelstellingen van de dienst en het geheel van de door hem verleende diensten met een globale beschrijving van de mogelijke begunstigden.

De doelstellingen van de dienst en de door hem verrichte dienstverleningen moeten geëvalueerd en bijgewerkt worden in samenspraak met de begunstigden en de « AVJ »-assistenten van de « AVJ »-dienst.

De doelstellingen, de evaluatie ervan en de bijwerkingen moeten in kennis gesteld worden van al de begunstigden en de leden van de « AVJ »-dienst. Ze moeten bijgewerkt worden op elke aanvraag om hernieuwing van de erkenning;

c) het feit dat de gevraagde hulp niet geweigerd kan worden op grond van raciale, politieke, filosofische, godsdienstige of seksuele overwegingen;

d) de voorwaarden voor de deelneming van de gehandicapte personen aan het beheer van de « AVJ »-dienst;

e) de risico's die gedekt worden door de verzekeringspolis die de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de « AVJ »-dienst of van de personen dekt voor wie hij moet instaan;

f) de strikte naleving door de personeelsleden van het beroepsgeheim, de privacy van de begunstigden en de private aard van de « AVJ »-woningen;

g) het recht van de begunstigde of, in voorkomend geval, van de wettelijke vertegenwoordiger, om volledig, precies en te zijner tijd ingelicht te worden over alle vragen i.v.m. zijn hulpverlening en, van tevoren, over elke wijziging in het huishoudelijk reglement;

2° een afschrift van de in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte statuten waarvan een artikel vermeldt dat de vereniging buiten elke raciale, politieke, filosofische of godsdienstige overweging handelt en waarvan het maatschappelijke doel moet overeenkomen met artikel 2, 5°, eerste lid, van dit besluit;

3° een lokalisatieplan van de « AVJ »-woningen en van het « AVJ »-centrum met, voor elk niveau, de interne communicatiewegen en de bestemming van de lokalen;

4° een lijst van het in dienst genomen of voorziene personeel met vermelding, o.a., van de identiteit van de leden, hun kwalificatie en de arbeidsduur.

§ 2. Naast de in artikel 54, § 1, van het besluit bedoelde erkenningvoorwaarden moet de dienst aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° de « AVJ »-dienst moet door een vereniging zonder winstoogmerk beheerd worden en een technische, budgettaire, boekhoudkundige autonomie hebben alsook een administratief beheer om zowel de uitvoering van zijn opdracht als het toezicht erop door het Agentschap mogelijk te maken;

2° de raad van bestuur :

a) moet ten minste voor de helft samengesteld zijn uit gehandicapte personen en onder dezen, maximum 30% begunstigden;

b) mag niet bestaan uit personeelsleden van de « AVJ »-dienst;

c) mag niet bestaan uit personen van hetzelfde gezin, echtgenoten en bloed- of aanverwanten tot en met de tweede graad, waarvan het aantal voor elk gezin hoger is dan een derde van het totaal aantal leden van de raad;

3° de vermelding van de erkenning door het Agentschap moet voorkomen op alle akten en andere stukken, advertenties en aanplakbiljetten die van de « AVJ »-dienst uitgaan;

4° voor opname in de dienst mag in geen geval een tegenprestatie worden geëist in geld of in natura door de kandidaten voor de opname.

Art. 10. De aanvraag om hernieuwing van de erkenning wordt overeenkomstig artikel 57 van het besluit ingediend en opgestuurd.

De aanvraag gaat vergezeld van de in artikel 9, § 1, tweede lid, van dit besluit bedoelde documenten en inlichtingen, alsook van een evaluatieverslag betreffende de sinds de laatste erkenning uitgevoerde activiteiten.

Art. 11. § 1. De in de artikelen 54, § 2, tot en met 56, van het besluit vermelde bepalingen zijn van toepassing.

§ 2. De erkenningbeslissing bevat :

1. het soort dienst waarvan de structuur erkend wordt;
2. de categorieën van de handicaps van de personen die de dienstverleningen van de « AVJ »-dienst genieten;
3. het aantal woningen van de « AVJ »-dienst dat minimum 12 en maximum 15 woningen telt;
4. het maximum aantal begunstigden die ten laste genomen kunnen worden voor de invoering van de in artikel 15 van dit besluit bedoelde toelage;
5. de lokalisatie van de woningen van de begunstigden van de « AVJ »-dienst;
6. de duur van de erkenning.

Art. 12. § 1. Het Agentschap kan de erkenning van de « AVJ-dienst schorsen of intrekken wanneer één van de in artikel 9 van dit besluit bedoelde voorwaarden niet meer vervuld is.

§ 2. Bij ter post aangetekend schrijven geeft het Agentschap kennis van de in § 1 van dit artikel bedoelde beslissing.

De beslissing heeft uitwerking met ingang van de eerste dag van de tweede maand volgend op die van de kennisgeving ervan.

Art. 13. De in de artikelen 59 à 62 van het besluit bedoelde beroepsprocedure is van toepassing.

TITEL IV. — Toelagen

HOOFDSTUK I. — *Begeleidingsploeg en kwalificatie*

Art. 14. Het geheel van het « AVJ »-personeel is samengesteld uit :

1) 0,8 « AVJ »-assistent voor de activiteiten van het dagelijks leven, voltijds equivalent, per begunstigde, afgerond op een eenheid naar boven.

Wanneer het gemiddelde aantal « AVJ »-dienstenovereenkomsten, over een bepaalde periode, daalt met meer dan een éénheid in verhouding tot het gemiddelde aantal overeenkomsten die in de loop van het vorige jaar gesloten zijn, wordt de coëfficiënt afgetrokken van 0,8 « AVJ »-assistent per ontbrekende éénheid.

De « AVJ »-assistenten moeten minimum houder zijn van een titel die de toegang mogelijk maakt tot de betrekking van opvoeder klasse III, bedoeld in bijlage II bij het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen;

2) een voltijdse coördinator die de directie van de « AVJ »-dienst waarneemt.

Hij moet minimum houder zijn van een diploma met sociale oriëntering van het hoger niet-universitair onderwijs van het korte of lange type, of van het universitair onderwijs.

HOOFDSTUK II. — *Subsidiëring*

Art. 15. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan een jaarlijkse forfaitaire toelage toegekend worden om de personeels- en werkingskosten te dekken.

Deze toelage dekt de personeels- en werkingskosten betreffende de coördinator en de « AVJ »-assistenten.

§ 2. De werkingskosten worden als toelaatbaar beschouwd voor zover ze aan de volgende voorwaarden voldoen :

a) ze moeten betrekking hebben op de kosten waarvoor de « AVJ »-dienst gesubsidieerd is krachtens dit besluit;

b) ze moeten betrekking hebben op de erkenningperiode van de « AVJ »-dienst;

c) ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen tussen derden en uit tastbare economische realiteiten;

d) ze mogen geen betrekking hebben op vaste bedragen, behalve wanneer deze gerechtvaardigd zijn bij een overeenkomst die de voorwaarden vermeldt waaronder de diensten verleend en bezoldigd worden;

e) ze moeten in voorkomend geval voortvloeien uit een boeking die uitgevoerd werd op basis van een verdeelsleutel die aan objectieve, realistische en concrete criteria beantwoordt.

De kosten worden niet-toelaatbaar geacht als ze met één van de categorieën overeenkomen bedoeld in bijlage III, punten 2.1 en 2.3 à 4, bij het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Het bedrag van de toelage wordt op 80.000 BEF per werkelijk ten laste genomen begunstigde vastgesteld en beperkt tot het maximum aantal begunstigden dat in de erkenningbeslissing bepaald is.

Het in het vorige lid bepaalde bedrag is gekoppeld aan het spilindexcijfer dat als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt 119.51 op 1 mei 1996.

§ 3. De toelaatbare personeelskosten betreffende de coördinator en de « AVJ »-assistenten zijn de bezoldigingen en aanvullende lasten die vastgesteld zijn overeenkomstig de loonschalen bedoeld in bijlage VIII bij het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, rekening houdende met de vereiste kwalificaties, te weten :

a) de coördinatorschaal wordt vastgesteld op grond van de schaal nr. 16;

b) de schaal van « AVJ »-assistent wordt vastgesteld op grond van de schaal nr. 6.

De tegemoetkoming van het Agentschap wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van de wettelijke en aanvullende werkgeversbijdragen dat op 58,15 % vastgesteld is.

Wanneer het om een werknemer gaat die in dienst genomen is in het kader van een programma voor werkloosheidsbestrijding voor wie de « AVJ »-dienst een andere toelage dan die voorzien in dit besluit eventueel ontvangt, dekt de subsidiëring slechts het aandeel dat ten laste van de werkgever blijft.

De inrichtende macht van de « AVJ »-dienst moet het Agentschap in kennis stellen van het bedrag van de toelagen die in het kader van deze programma's ontvangen zijn.

§ 4. Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet de aanvraag om toelage bij het Agentschap bij ter post aangetekend schrijven ingediend worden uiterlijk 15 januari van het jaar waarvoor de toelage gevraagd wordt.

Als de « AVJ »-dienst niet erkend is vóór 1 januari van het jaar waarvoor de toelage gevraagd wordt, loopt echter de termijn voor de indiening van de aanvraag om toelage van dertig dagen vanaf de kennisgeving van de erkenning.

De aanvraag om toelage gaat vergezeld van de volgende documenten en inlichtingen :

1) een voorbegroting;

2) een personeelslijst, opgedeeld per functie en per categorie, met vermelding voor elk personeelslid van de voorziene wekelijkse arbeidsduur en de geldelijke anciënniteit, deze lijst vermeldt de identiteit van de verantwoordelijke van de dienst en van de personeelsleden;

3) een voor éénsluitend verklaard afschrift van de diploma's van de personeelsleden, de blanco bewijzen van goed zedelijk gedrag van minder dan drie maanden alsook een afschrift van de arbeidsovereenkomsten;

4) een afschrift van elke gesloten dienstenovereenkomst.

Art. 16. Op hun verzoek wordt een toelagesupplement verleend aan de diensten waarvan alle personeelsleden op het einde van het toekenningsjaar een gemiddelde geldelijke anciënniteit van minimum 10 jaar hebben.

De voor elk personeelslid in aanmerking te nemen anciënniteit is de in de loop van het jaar verkregen geldelijke anciënniteit, gewogen door de omvang van de betaalde prestaties.

Om de gemiddelde geldelijke anciënniteit vast te stellen wordt het totaal van de gewogen anciënniteiten gedeeld door de totale omvang van de betaalde prestaties van het personeel.

Wanneer het supplement een eerste keer wordt toegekend, wordt het het volgende jaar automatisch uitbetaald.

Op het einde van het volgende jaar gaat het Agentschap de gemiddelde anciënniteit van het personeel na.

Als de anciënniteit kleiner is dan 11 jaar moet het toegekende supplement terugbetaald worden.

Als ze 11 jaar of meer bedraagt, wordt het toegekende supplement aangepast op grond enerzijds van de subsidiëringparameters die tijdens het afgelopen boekjaar van kracht waren en anderzijds van een eventuele wijziging van de geldelijke anciënniteit.

Het supplement wordt toegekend naar verhouding van het verschil tussen het eerste toegekende bedrag en het bedrag dat verkregen wordt door de vermenigvuldiging van de gemiddelde referentiebezetting met de toelagen per tenlasteneming.

De geldelijke anciënniteit wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van bijlage VI - personeelskosten die in aanmerking kunnen worden genomen - bij het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Art. 17. § 1. De forfaitaire toelage betreffende de personeels- en werkingskosten wordt bij voorbaat in de loop van het toekenningsjaar bij maandelijkse voorschotten uitbetaald.

De voorschotten worden automatisch aangepast tijdens de tweede maand na de overschrijding van het spilindexcijfer dat als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt.

§ 2. De eindafrekening van het saldo tussen de jaarlijkse toelage en de vereffende voorschotten wordt elk jaar verricht op grond van de bewijsstukken en de staten van bezoldigde dienstverlening van het personeel die jaarlijks bij het Agentschap ingediend worden.

Indien deze uiterlijk 30 mei na het afgelopen kalenderjaar niet overgelegd zijn, worden de driemaandelijkse voorschotten opgeschort; deze opschorting loopt vanaf de eerste dag van de maand volgend op die van de kennisgeving ervan.

Art. 18. Het Agentschap kan driemaandelijkse voorschotten beslissen te vereffenen wanneer de toelage voor het toekenningsjaar niet vastgelegd is.

De driemaandelijkse voorschotten worden van de forfaitaire toelage afgetrokken die tijdens het toekenningsjaar toegekend zal worden. Het bedrag van elk driemaandelijkse voorschot mag niet hoger zijn dan het bedrag van het gemiddelde driemaandelijkse voorschot dat tijdens het afgelopen boekjaar vereffend is.

Wanneer er geen toelage vereffend is tijdens het afgelopen boekjaar, is het bedrag van het driemaandelijkse voorschot gelijk aan het kwart van de toelage op 100 % die verleend zou zijn overeenkomstig artikel 15 van dit besluit, rekening houdende met het aantal dienstenovereenkomsten die bij de toekenning van de erkenning gesloten zijn.

Art. 19. § 1. De « AVJ »-diensten houden de boeken overeenkomstig de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en de uitvoeringsbesluiten ervan.

§ 2. Elk jaar, vóór 15 februari, stuurt de « AVJ »-dienst het Agentschap de volgende documenten i.v.m. het afgelopen kalenderjaar :

1. een activiteitenverslag;
2. een bewijs van het gemiddelde maandelijkse aantal gesloten dienstenovereenkomsten;
3. een lijst van het personeel dat hij tijdens dat jaar tewerkgesteld en bezoldigd heeft. Die lijst wordt opgedeeld in functies en categorieën, met, voor elk personeelslid, de contractuele wekelijkse werktijd alsook het totaal van de over het boekjaar betaalde uren en de geldelijke anciënniteit.

§ 3. Elk jaar, vóór 1 juni, stuurt de « AVJ »-dienst het Agentschap de volgende documenten i.v.m. het afgelopen kalenderjaar :

1. de jaarrekeningen;
2. de voor éénsluitend verklaarde eerste bewijsstukken voor een bedrag dat ten minste gelijk is aan het bedrag van de jaarlijkse toegekende toelage.

§ 4. Het Agentschap moet de oorspronkelijke documenten bewaren tijdens een periode die minstens gelijk is aan die waarin dewelke de fiscale en sociale besturen deze wettelijk kunnen opeisen om die te verifiëren.

Het Agentschap moet elk document teruggeven waarvan sprake op § 3, punt 2, van dit artikel, zodra de VZW van de « AVJ »-dienst het uitdrukkelijk vraagt bij aangetekend schrijven. Het document zal bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs aan de aanvrager gestuurd worden.

Art. 20. § 1. Na de kennisgeving gaat het Agentschap over tot de aanpassing en de terugwinning van ambtswege van de toelagen die krachtens dit besluit verleend werden op grond van onjuiste aangiften of waarvan het gebruik blijkbaar niet gerechtvaardigd is.

De aanpassing of de terugwinning vindt plaats vanaf de eerste dag van de maand volgend op die van de kennisgeving ervan en kan het voorwerp zijn van een aanzuiveringsplan waarover onderhandeld moet worden.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 27 à 57 van het decreet bezorgt de « AVJ »-dienst het Agentschap alle bewijsstukken die vereist worden voor de uitoefening van zijn toezicht.

De « AVJ »-dienst bezorgt het Agentschap een afschrift van alle arbeids- en dienstenovereenkomsten zodra ze gesloten of ontbonden zijn.

TITEL V. — Klacht

Art. 21. Iedereen kan een klacht indienen betreffende de niet-naleving van een bepaling van dit besluit of van de dienstenovereenkomst.

De klacht wordt aan het Agentschap gestuurd dat onmiddellijk ontvangst ervan bericht.

Het Agentschap stelt de voorzitter van de raad van bestuur van de VZW onmiddellijk in kennis van de klacht.

Het Agentschap onderzoekt de klacht binnen een termijn van maximum zes maanden na ontvangst ervan; het bezoekt de dienst.

Het Agentschap geeft de bezwaarindiener en de voorzitter van de raad van bestuur van de VZW kennis van het gevolg dat aan de klacht wordt gegeven.

TITEL VI. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 22. De gehandicapte persoon die door de « AVJ »-dienst ten laste genomen is vóór de inwerkingtreding van dit besluit en die vóór 1 december 1996 binnen de « AVJ »-dienst is ingeschreven, is niet verplicht de in artikel 2, 5^o, van dit besluit bedoelde voorwaarde na te leven.

Art. 23. In het kader van de toepassing van artikel 9 van dit besluit moeten de gebouwen, lokalen en woningen van de « AVJ »-diensten waarvan de eerste erkenning is van na de inwerkingtreding van dit besluit, voldoen aan de technische normen voor de « AVJ »-cellen, vastgesteld in de artikelen 3 à 6 van het besluit van de Waalse Regering van 1 april 1999 tot bevordering van de projecten van « AVJ »-cellen ten gunste van gehandicapte personen die op een zelfstandige manier in sociale woonwijken wensen te leven.

Art. 24. In afwijking van artikel 14 van dit besluit heeft het personeel dat in een « AVJ »-dienst werkt die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit al erkend is, de hoedanigheid van coördinator of « AVJ »-assistent, ongeacht zijn diploma, op voorwaarde dat het een nuttige ervaring van minimum twee jaar heeft of een opleiding i.v.m. het beklede ambt gevolgd heeft.

In afwijking van artikel 15, § 3, voor de vóór de inwerkingtreding van dit besluit in dienst genomen personen van wie de kwalificaties hoger zijn dan de vereiste kwalificaties, is de schaal, die gebruikt wordt om de toelage te berekenen, de schaal die met de werkelijke kwalificatie van deze personen overeenkomt.

Art. 25. Het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 september 1991 tot regeling van de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor hulpverlening voor de activiteiten van het dagelijks leven, wordt opgeheven.

Art. 26. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999.

In afwijking van het vorige lid, treedt artikel 19, eerste lid, in werking op 1 januari van het kalenderjaar volgend op het jaar van de in het eerste lid van dit artikel bedoelde inwerkingtreding.

Art. 27. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX

Bijlage

« AVJ »-DIENSTENOVEREENKOMST

Tussen de VZW

gelegen te

vertegenwoordigd door

en.

geboren op

woonachtig te

hierna « de begunstigde » genoemd

Wordt « de begunstigde » overeengekomen :

Artikel 1 — Doel - algemeenheden

§ 1. De vereniging zonder winstoogmerk
verbindt zich ertoe om, overeenkomstig haar statuten, een permanente hulp i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven te verlenen aan lichamelijk gehandicapte personen zodat ze een zelfstandig leven kunnen leiden in een aangepaste eigen woning op de plaats van

§ 2. Deze hulp, die voornamelijk op de lichamelijke handicap gegrond is, moet :

- a) de lichamelijke gebreken van de begunstigde in het kader van het dagelijks leven ondervangen;
- b) individueel en naar gelang de handicap aangepast zijn;
- c) 24 uren op 24, 7 dagen op 7 verzekerd worden;
- d) alleen op verzoek van de begunstigde verleend worden die het moment en de omvang van de nodige « AVJ »-hulp zelf bepaalt. Daartoe wordt een individueel en geschikt oproepsysteem ter beschikking van de begunstigde gesteld zodat hij om deze hulp kan vragen.

Dit oproepsysteem moet zo werken dat een verbinding ieder ogenblik mogelijk is.

e) in de privé-woning van de gehandicapte persoon of in de woonwijk verleend worden. De hulp wordt slechts verleend als de woning van de gehandicapte personen op maximum 500 meter van het coördinatiecentrum van de dienst gelegen is.

f) door een enige « AVJ »-assistent verleend kunnen worden, behalve bijzondere omstandigheden.

Artikel 2 — Duur

§ 1. Deze overeenkomst wordt gesloten voor een onbepaalde periode die begint te lopen vanaf en met een proefperiode van twee maanden.

Tijdens deze proefperiode kunnen de dienst en/of de begunstigde deze overeenkomst ontbinden met een opzeggingstermijn van 7 dagen waarvan kennis bij aangetekend schrijven gegeven wordt.

§ 2. Deze overeenkomst kan bij aangetekend schrijven eenzijdig opgezegd worden :

- door de begunstigde, met een opzeggingstermijn van drie maanden, waarvan een éénsluitend afschrift aan het Gewestelijk bureau van het « Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées » gestuurd wordt;
- door de raad van bestuur op grond van een door de verantwoordelijke opgemaakte verslag dat ter kennis van de begunstigde gesteld wordt, met een opzeggingstermijn van zes maanden in de volgende gevallen :
 - indien de gevraagde « AVJ »-hulp meer dan 30 uren per week duurt, buiten scherpe toestanden;
 - wanneer de begunstigde, volgens de coördinator, de aanwijzingen niet meer kan geven die onontbeerlijk zijn voor het goede verloop van de « AVJ »-diensten, of de verantwoordelijkheid ervan niet meer kan aanvaarden;
 - wanneer de « AVJ »-hulp minder dan 7 uren per week duurt tijdens een periode van drie maanden achtereenvolgend;
 - in geval van misbruik of terugkerende oneerbiedige gedragingen tegenover het « AVJ »-personeel wat de organisatie en de goede werking van de « AVJ »-diensten in het gedrang brengen;
 - voor de niet-betaling van de forfaitaire bijdrage.

Artikel 3 — Prijs

§ 1. De « AVJ »-hulp mag niet leiden tot een aanvraag om vergoeding vanwege de « AVJ »-dienst. Een maximum forfaitaire bijdrage van 1.000 BEF per maand wordt ontvangen.

Ze is gekoppeld aan het spilindexcijfer dat als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt 119.51 op 1 mei 1996.

Ze wordt automatisch aangepast tijdens de tweede maand na de overschrijding van het spilindexcijfer.

§ 2. De VZW factureert elke maand het bedrag van de forfaitaire bijdrage.

Artikel 4 — Dienstverleningen

§ 1. De aanvraag om « AVJ »-hulp wordt aan de « AVJ »-dienst gericht en niet aan een bijzonder lid van deze dienst.

§ 2. De begunstigde mag geen verplichtingen van keuzen van commerciële of culturele aard voorgedragen worden.

§ 3. Het personeel mag niet van ambtswege beschikken over een sleutel van de woning van de begunstigde. Als deze het wenst, kan hij toch een dubbel van zijn sleutels aan de « AVJ »-dienst toevertrouwen voor de spoedgevallen of in geval van naderend gevaar. In dit geval wordt een ontheffing van verantwoordelijkheid uitdrukkelijk gesloten in onderlinge overeenstemming.

Elke andere afgifte van de sleutels van de begunstigde aan het « AVJ »-personeel gebeurt onder de volle verantwoordelijkheid van de begunstigde.

De « AVJ »-assistent(e) mag de woning van de begunstigde slechts binnengaan op zijn uitdrukkelijk verzoek of in geval van naderend gevaar.

Artikel 5 — Voorwaarden voor de tenuitvoerbrenging van de verplichtingen ten laste van de VZW.

De begunstigde en het « AVJ »-personeel beslissen in onderlinge overeenstemming over het gebruik van de technische hulpen die onontbeerlijk zijn voor de beste werking van de door de dienst waargenomen taken.

Het personeel kan de begunstigde het gebruik van een personenweegschaal opleggen als het nodig en uitvoerbaar blijkt.

In geen geval mogen zowel de begunstigde als de « AVJ »-assistent de lichamelijke integriteit van de andere tijdens de dienstverleningen noch aantasten noch in gevaar brengen.

De « AVJ »-dienst bezorgt elke begunstigde, bij zijn inschrijving, een afschrift van het huishoudelijk reglement alsook van de toepasbare voorgeschreven teksten.

De dienst waarborgt voortdurend een werkelijke leiding.

Indien de coördinator afwezig is, moet het daartoe aangewezen personeelslid in staat zijn om de nuttige maatregelen in spoedgevallen te nemen en aan de aanvragen, zowel van binnen als van buiten, te beantwoorden.

Artikel 6 — Verplichtingen van de begunstigde

Al het materieel dat ter beschikking van de begunstigde gesteld is door de « AVJ »-Dienst blijft de eigendom van de VZW.

De begunstigde zal dit materieel als een goed huisvader beheren en een daartoe voorziene overeenkomst i.v.m. de lening van het materieel ondertekenen.

Deze overeenkomst vervangt en heft de « AVJ »-dienstenovereenkomst van op tussen de VZW en de begunstigde

Deze overeenkomst treedt in werking op

Gedaan te....., op..... in 3 exemplaren, één voor de « AVJ »-dienst, één voor de begunstigde en één voor het « Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées ».

Voor de VZW,

De begunstigde,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 1 april 1999 betreffende de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven.

Namen, 1 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 99 — 1784

[99/31218]

3 JUNI 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 1995 fixant le règlement du personnel de l'Agence régionale pour la Propreté et modifiant l'arrêté du 23 mars 1995 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Agence régionale pour la Propreté

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence régionale pour la Propreté, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté royal n° 46 du 10 juin 1982 relatif au cumul d'activités professionnelles dans certains services publics;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région, et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique en date du 3 juin 1999;

Vu le protocole n° 99/5 du comité de négociation de secteur XV;

Vu l'urgence;

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 99 — 1784

[99/31218]

3 JUNI 1999. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 1995 houdende vaststelling van het reglement voor het personeel van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid en tot wijziging van het besluit van 23 maart 1995 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 46 van 10 juni 1982 betreffende cumulaties van beroepsactiviteiten in sommige openbare diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 3 juni 1999;

Gelet op protocol nr. 99/5 van het sectorcomité XV;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;